

promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en République centrafricaine (RCA) et à promouvoir des pratiques d'exploitation forestière légales, durables et équitables en RCA.

- (6) L'action intitulée « Programme de promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes en République centrafricaine » vise à promouvoir l'autonomisation économique des femmes grâce à un accès équitable à des possibilités d'emploi décent et à des moyens de subsistance durables, ainsi qu'à un meilleur contrôle des moyens de production ; soutenir la mise en œuvre de la loi visant à lutter contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des filles vulnérables à l'exploitation sexuelle, au travail et au mariage forcés ; améliorer l'intégration effective de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les lois, politiques et stratégies nationales, ainsi que leur mise en œuvre, grâce à un soutien institutionnel à l'agenda national en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.
- (7) L'action intitulée "Programme d'appui au développement d'une chaîne de valeur forêt/bois légale et durable en République centrafricaine" vise à soutenir et superviser la structuration d'une chaîne de valeur bois et charbon de bois durable et équitable à petite échelle au niveau local ; promouvoir une meilleure gouvernance du secteur forêt/bois par un suivi plus étroit de l'application du cadre juridique.
- (8) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (9) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (10) La Commission doit assurer niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.
- (11) À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (12) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (13) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

⁵ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.